



**Le 6 Février 2014
A l'appel de la Cgt
Toutes et tous en
grève et
manifestation**



Les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre mécontentement ne manquent pas.

Nul besoin de catalogue pour illustrer les réalités de nos conditions de vie et de travail dégradées. La peur de perdre son emploi et l'angoisse de l'endettement figurent en tête des préoccupations des salariés en ce début d'année 2014

Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la consommation des ménages et ainsi de relancer la croissance.

La campagne sur le « **coût du travail** » orchestrée par le Medef ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d'accaparer les richesses produites par notre travail.

En ouvrant le débat sur le « **coût du capital** » pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité. Elle veut démontrer que ce qui coûte ce n'est pas le travail, c'est le capital.

C'est la sous-rémunération du travail qui a provoqué les crises économiques et sociales. En 1981 les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail par salarié dans les sociétés non financières : en 2012 ils en représentent 45, soit 4,5 fois plus.

Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, permettrait de revaloriser le SMIC et le point d'indice dans les fonctions publiques. Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale.

Au lieu de cela, le Président Hollande réaffirme et assume le choix d'une politique libérale. Ce faisant, il tourne le dos aux salariés.

En reconnaissant la gravité de la situation de la France, il avoue l'échec et l'inefficacité de la politique mise en œuvre depuis son élection, qui, contrairement à ses engagements de campagne, est une continuité des choix du gouvernement précédent.

Il entend cependant poursuivre et amplifier au service des entreprises, les mêmes choix politiques, en distribuant d'abord l'argent au patronat sans avoir aucune garantie d'amélioration de la situation de l'emploi et des salaires des travailleurs. C'est ce qu'il appelle le "pacte de responsabilité", mais on connaît le sens de responsabilité des patrons, rappelé en outre par Pierre GATTAZ, il est tourné vers toujours plus de profits, plus de dividendes, toujours plus d'exonérations de cotisations, moins de salaires, moins de social...

Il y a trente ans le père du Président des patrons actuel, Yvon GATTAZ, avait promis 470 000 emplois contre l'abandon des contraintes fiscales et sociales. On comptait alors 2,2 millions de chômeurs, on en compte aujourd'hui près de 5 millions !

Dans cette nouvelle étape de cadeaux au patronat, François HOLLANDE annonce formellement la fin du financement de la politique familiale par les entreprises ! Son credo, la réduction des charges pour améliorer les marges des entreprises, nous mène droit dans le mur.

Rien ne garantit que l'augmentation des marges des entreprises conduise à la hausse de l'investissement et de l'emploi. En effet, depuis 30 ans l'augmentation des marges des entreprises a servi essentiellement à nourrir la rémunération des actionnaires au détriment de l'investissement et de la rémunération du travail.

Pour compenser ces nouveaux cadeaux, la solution du gouvernement est la diminution drastique et systématique des dépenses publiques et sociales. Le Président entend modifier de façon structurelle le rapport qu'entretiennent les français à leurs services publics. Contrairement à ce qu'il prétend, c'est notre modèle social qu'il remet en cause ; et il installe un outil de coordination de ses réformes structurelles, le MEDEF !

Ces annonces renforcent le besoin d'intervention des salariés. Le 6 février, à l'appel de la CGT, soyons nombreux pour défendre nos revendications en matière d'emploi, de salaires, et de protection sociale,

Pour répondre aux effets de la crise financière et à la situation du pays, la CGT propose notamment :

De mettre fin aux exonérations de cotisations aux entreprises qui sont contre productives en terme d'emploi et de relance économique et qui détruisent le financement de notre protection sociale.

De revaloriser significativement les salaires, les minima sociaux, les traitements et les pensions et d'arrêter l'accompagnement de la spéculation en privilégiant la rémunération du travail.

De porter le SMIC à 1 700 €bruts, de renforcer la capacité d'intervention des représentants des salariés sur les choix économiques des entreprises dans les comités d'entreprises.

De revaloriser les salaires des femmes et les grilles de salaires des filières les plus féminisées est un impératif d'égalité et de reconnaissance du travail.

De re-développer le service public, notamment en milieu rural, où son rôle de facteur de développement économique a été maintes fois reconnu.

De transformer tous les emplois précaires en CDI,

Le 6 février 2014

**La Cgt vous invite à vous rassembler dès 8h30
Place Edwige FEUILLERE (place des jets d'eau)
à 11H00 pour une manifestation**

Dans notre département les choses ne vont pas autrement

Quelques exemples :

Le secteur de l'action sociale et de la santé n'est pas épargné !!!
Les budgets en baisse impactent la qualité des services/prestations.
La logique de rentabilité financière dans nos établissements et services entraîne la marchandisation du travail social et de la santé.
Baisse des Budgets, pas de remplacement des salariées qui partent en retraite.
L'accès à la santé est de plus en plus dégradé.

**Le travail est une
richesse et non
un coût.**

Dans le secteur industriel, la plupart des entreprises, mêmes moyennes, sont gérées par des fonds de pension, qui n'ont qu'un seul but : la recherche de plus de profit pour distribuer des dividendes.

Dans une entreprise du bassin graylois, ce sont 20 millions d'euros de dividendes qui sont versés de 2010 à 2012, pendant que le nombre de salariés diminuait et que leur salaire n'augmentait que de 1,37% en moyenne

A Vesoul, l'entreprise PEUGEOT, après avoir distribué des milliards de Franc/euros de dividendes ces dernières années, impose aux travailleurs, avec la complicité de certaines organisations syndicales, un contrat "antisocial" qui va impacter salaires et acquis sociaux. En trois ans plus de 500 emplois ont été supprimés alors que la productivité s'est accrue.

Les politiques de financiarisation et l'appétit des actionnaires ont aussi conduit à la fermeture ou la délocalisation de nombreuses entreprises : FOUINETEAU-THOMSON-VELOCAR-CARPENTER-SEB....

Dans les services publics :

Aux impôts, alors que les gouvernements disaient vouloir combattre les fraudes, dans notre département ce sont 91 emplois supprimés en 6 années qui ont engendrés des fermetures de trésorerie et des regroupements de service du département à Vesoul !

Dans l'éducation nationale : La réforme des rythmes scolaires dans le Primaire s'annonce comme un échec, le gel des salaires dure depuis 2010 et les personnels de la Fonction Publique ont plus de 14% de perte de point d'indice. Les moyens budgétaires de fonctionnement relèvent des Conseils Régionaux qui ont de plus en plus de difficultés à assurer un budget sans opérer des coupes souvent au détriment du bien-être de tous.

La Poste, la SNCF ne cessent de se désengager de leurs missions de service public et font peser de graves menaces sur la pérennité économique et le développement du département, en plus de supprimer des centaines d'emploi

La Cgt vous propose de porter ensemble nos exigences en matière de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de protection sociale, de service public

Le 6 février 2014, Manifestons ensemble

Inacceptable, injuste, mais certainement pas fatale. Telles sont les caractéristiques de la situation sociale et économique vécue par les salariés, retraités et privés d'emploi. Le patronat aidé par le gouvernement et certains médias, nous répètent comme une science exacte que la cause de nos difficultés viendrait du manque de compétitivité des entreprises liées au soit disant cout du travail.

Qu'en est-il réellement ?

La financiarisation de notre économie, a des effets dévastateurs sur l'emploi, les salaires, les investissements et donc sur la croissance.

La France est le 3^e pays européen où l'on distribue le plus de dividendes aux actionnaires.

✓ **Arcelor-Mittal, après avoir fermé Florange a versé 910 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2012, malgré une perte de 2,8 millions d'euros.**

✓ **Orange a versé en 2013, 3,6 milliards d'euros de dividendes, plus de 3 fois le montant de ses bénéficiaires. En 10 ans c'est 27 milliards d'euros versés à ses actionnaires.**

✓

A la Cgt, nous affirmons que l'une des finalités du travail doit être l'épanouissement de l'individu et non son aliénation ; car le travail est l'élément fédérateur d'une société.

La Cgt vient de lancer une campagne nationale dans les entreprises, les branches et en direction de la puissance publique sur ce qui est vraiment la cause des difficultés économiques, sociale : **la loi du fric et la logique du tout financement.** Cette campagne vise à faire progresser l'idée, dans chaque entreprise, chaque établissement, qu'une réponse positive peut être apportée aux besoins sociaux.

Les salariés doivent s'emparer des questions telles que : **Qui crée les richesses ? Où vont-elles, à qui et à quoi servent-elles ?**

Contrairement à ce que beaucoup déclare, tout n'a pas été fait pour régler la crise qui est celle d'un système économique basé sur le tout financier.

La CGT propose une autre alternative qui donne priorité à l'individu plutôt qu'à la finance, en :

-Changeant le travail pour lutter contre la souffrance au travail, en permettant réellement aux salariés de s'exprimer car la démocratie au travail reste à construire.

-Mettant en œuvre une démarche vers le plein emploi solidaire qui passe par la limitation et le contrôle plus strict des aides aux entreprises ; par la réglementation et l'encadrement plus strict de l'utilisation de la précarité et des contrats atypiques.

-Ayant une politique industrielle ambitieuse, en stoppant les licenciements, en consacrant 3% du PIB à la recherche.....

-Investissant dans des services publics de proximité, de qualité pour l'énergie, le transport, l'information, la communication, l'éducation, la formation, la santé.....

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite : Nom : Prénom :

☐☐☐Prendre contact Adresse domicile :

☐☐☐Me syndiquer Code postal VilleEntreprise.....

A retourner à : Union Départementale CGT 70 – 5, Cours François Villon 70000 VESOUL : 03.84.78.69.90 email : ud-cgt70@wanadoo.fr